

INTRODUCTION

LES FOUILLES DU LONG BUISSON : UN CHANTIER

Cyril MARCIGNY

Avec la collaboration de Bruno AUBRY, Vincent CARPENTIER, David GIAZZON, Gérard GUILLIER, Stephan HINGUANT, Cyril HUGOT, Hubert LEPAUMIER & Charles LOURDEAU.

La création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), d'une superficie de 157 hectares, par la Communauté d'Agglomération d'Évreux, a conduit à la réalisation d'un diagnostic archéologique.

À l'issue de ce diagnostic, près de 35 hectares ont été retenus pour effectuer une extension des décapages, en vue de la réalisation d'une fouille. Au total, ce sont 48 hectares qui ont été décapés suite aux différentes opérations.

Les fouilles du Long-Buisson s'inscrivent dans le vaste plateau argileux de Saint-André, qui s'étend au sud-est de l'agglomération d'Évreux (Eure ; fig.1).

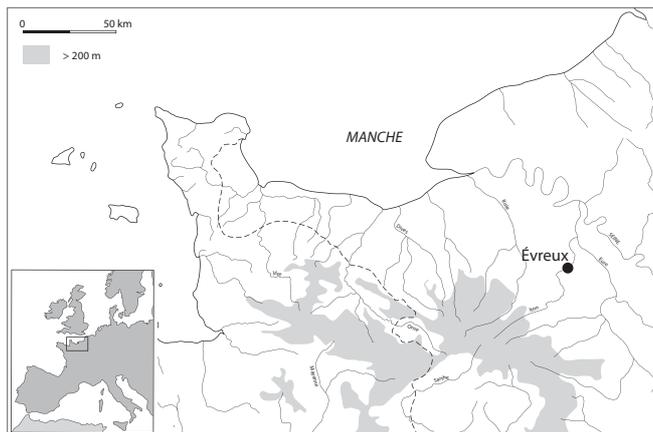


Figure 1 - Localisation d'Évreux, en Normandie (DAO INRAP).
Figure 1 - Location of Évreux, Normandy (C.A.D. INRAP).

Les vestiges identifiés s'échelonnent du Paléolithique au Moyen Âge, et ont offert l'opportunité exceptionnelle de pouvoir mener l'étude d'un site dans la longue durée, tant en suivant le fil des occupations humaines qui s'y sont succédé, que par la prise en

compte des dynamiques environnementales et paysagères qui constituent le cadre de vie de ces populations.

L'impact de l'anthropisation sur le milieu naturel, la dynamique des équilibres, le rythme et la forme des occupations attestées depuis les premiers temps du Quaternaire, constituent les lignes de force de l'approche analytique du site, marquée par une démarche interdisciplinaire associant archéologues, anthropologues, historiens, paléoenvironmentalistes et spécialistes du milieu (palynologues, anthracologues, géomorphologues...), des mobiliers (lithiciens, céramologues...) et des macrorestes animaux et végétaux (archéozoologues, carpologues...).

Déroulement de l'opération

Dans le cadre de la loi de 2001 relative à l'archéologie préventive, la Communauté d'Agglomération a communiqué au Service Régional d'Archéologie de la DRAC de Haute-Normandie successivement quatre demandes de diagnostic archéologique (fig. 2), au fur et à mesure que les propriétaires des terrains en cours d'acquisition donnaient leur accord. Tous les diagnostics ont été positifs sur une fraction des surfaces sondées et ont conduit à mener des fouilles divisées en trois tranches en raison de l'urgence à lever l'hypothèse archéologique sur les terrains pouvant être acquis par des entreprises intéressées par une installation dans la ZAC.

La mise en place de ces différentes opérations ne s'est pas faite dans la simplicité puisqu'elle a coïncidé avec la création de la loi sur l'archéologie préventive et la dissolution de l'AFAN (Association pour les Fouilles Archéologiques Nationales) qui sera remplacé par l'INRAP (Institut National de Recherches Archéologiques Préventives).

La première tranche de diagnostic a été réalisée par l'AFAN après de multiples démarches (étude du dossier d'urbanisme, négociations, devis, autorisation du préfet, lettre de commande à l'AFAN, signature d'une convention avec l'aménageur...), les deux autres

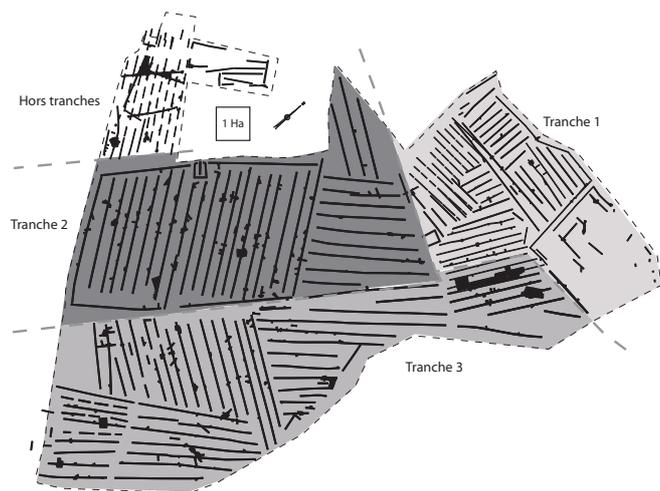


Figure 2 - Plan du phasage des différentes tranches de réalisation des diagnostics et des opérations de fouilles préventives sur le site du Long-Buisson (DAO INRAP).
Figure 2 - Plan indicating the different phases of archaeological assessments and rescue excavations carried out at the site of Le Long-Buisson (C.A.D. INRAP).

tranches ont été réalisées lors du passage de l'AFAN à l'INRAP, et enfin, les fouilles ont pu se faire dans un environnement plus stable et donc plus serein, sans trop de heurts.

Réaliser une opération de l'ampleur de celle du Long Buisson relevait un peu de la gageure. La décision de lancer de manière concomitante plusieurs chantiers, cumulant un peu plus de 40 hectares de surface décapée, nécessitant en moyenne la présence de plus d'une cinquantaine d'archéologues, dans des délais très brefs (sur deux années dont la fameuse année 2003 rythmée par les troubles qui ont fragilisé l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives) et ce tout en respectant un cahier des charges scientifiques à la hauteur des moyens investis pouvait paraître pour beaucoup insensé et impossible à réaliser sans grever considérablement la partie recherche au détriment d'une archéologie "du nombre" (le plus d'hectares, le plus de structures, le plus rapidement, ...).

En effet, avions-nous la capacité de réaliser une opération de ce type en ne négligeant aucune donnée de fouille et en essayant de répondre aux enjeux d'une archéologie globale faisant la part belle aux données mobilières, immobilières mais aussi paléoenvironnementales ? Le projet initié par l'État et l'INRAP avait pour objectif de coller à ces problématiques et le travail conduit durant ces deux années de terrain et ces deux années de post fouille a été mené avec le souci constant de sauver le patrimoine menacé par l'aménagement de la ZAC du Long Buisson mais aussi de dresser à terme une Histoire de ce territoire de près de 150 hectares.

En tout, une vingtaine de fouilles de différentes surfaces ont été ouvertes à l'issue des premiers sondages (fig. 3). Elles ont concerné des périodes et des types de structure variables ; elles pouvaient être consacrées à un seul type de vestiges, chronologiquement homogène, ou au contraire à un ensemble de faits archéologiques diachroniques. Le seul objectif, qui ne devait pas être perdu de vue tout au long de l'opération, était la grande cohérence de l'ensemble du Long Buisson. Cohérence qui impliquait la même méthode de fouille et d'échantillonnage dans chaque secteur (prélèvement des données archéologiques mais aussi environnementales) et de privilégier, l'analyse de l'organisation spatiale et fonctionnelle du site en faisant abstraction des zones explorées et en privilégiant l'étude glo-

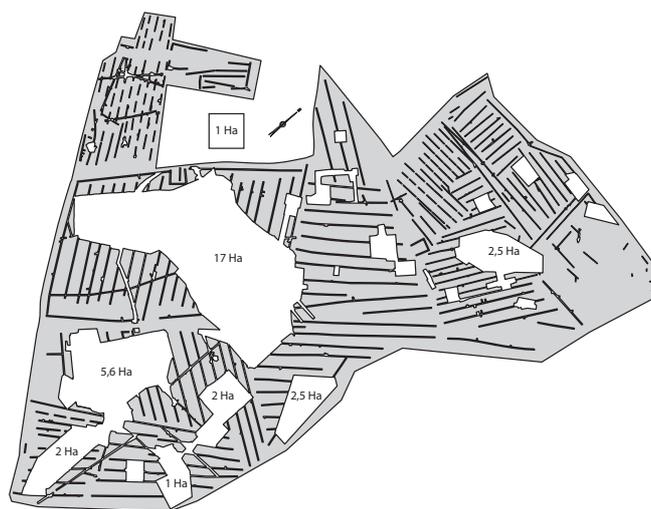


Figure 3 - Emprise et superficies des fouilles effectuées sur la Long-Buisson (DAO INRAP).
Figure 3 - Location and the surfaces excavated at Le Long-Buisson (C.A.D. INRAP).

bale par grande période chronologique sur l'ensemble de la surface du projet. Les responsables d'opération, en charge des fouilles sur le terrain, n'ont donc pas forcément réalisé l'étude de leurs propres investigations. Si la même équipe a réalisé l'analyse du site, chacun s'est attribué un thème chronologique et en a assuré la direction scientifique en collaboration avec la coordination de l'opération.

Cette volonté affichée, de dépasser le cadre étreint de la "vignette" de fouille, pour privilégier une analyse globale sur l'ensemble du projet dans le but de restituer sur la longue durée les types d'occupations qui se sont succédé sur cette portion du territoire ébroïcien, n'a pas été sans poser de légers problèmes d'articulation pour certaines périodes. D'une manière générale ces problèmes ont pu être transcendés et les chercheurs impliqués dans le projet ont mené à terme le travail.

Les résultats

L'exceptionnelle extension des décapages archéologiques du Long Buisson a permis de mettre en évidence une longue succession d'installations humaines au sein d'un même terroir. L'ensemble des établissements reconnus illustre les modalités qui ont commandé l'occupation du plateau ébroïcien. Il est ainsi possible d'appréhender, pour les périodes les plus récentes, entre Néolithique et période moderne (fig. 4), le processus de construction du paysage à travers les phénomènes successifs de fondation et d'abandon des habitats, de conquête et de déprise foncière, de mise en place et d'évolution du parcellaire et de la voirie. Cette fenêtre ouverte sur le "temps long" est une opportunité d'autant plus prometteuse qu'elle s'enrichit d'un cortège d'analyses paléoenvironnementales, destinées à qualifier la nature et l'évolution des sols, la couverture végétale, l'exploitation de la faune, des essences, des cultures et des ressources minérales. Ces données, couplées à l'approche archéologique proprement dite, c'est-à-dire spatiale, matérielle et chronologique, des lieux de vie, sont en effet indispensables pour aboutir à une restitution objective de l'environnement pour chacune des occupations successives. D'autres sources ont également été mises à contribution, dans le cadre d'une enquête régressive menée à partir des sources écrites et cartographiques, afin de renseigner les phases les plus récentes de l'évolution du paysage. À terme, il

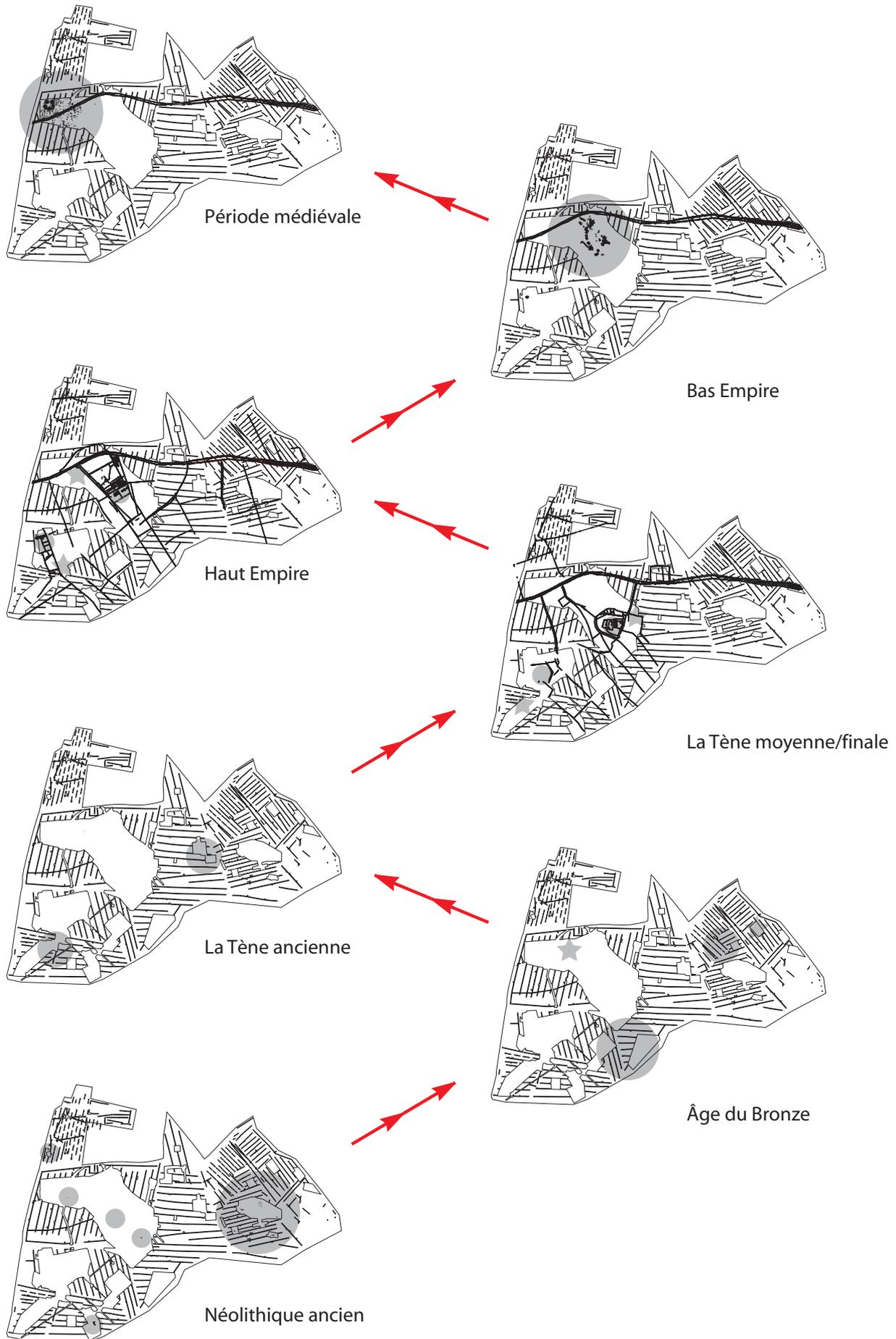


Figure 4 - Évolution du “ paysage ” du plateau du Long-Buisson entre le Néolithique et la Période moderne (DAO INRAP).
Figure 4 - 'Landscape' evolution of the plateau of Le Long-Buisson between the Neolithic and Modern Periods (CAD INRAP).

s'agissait de proposer une lecture interdisciplinaire de la construction d'un paysage rural dans la longue durée, projet nécessitant une approche synthétique de l'évolution des habitats et de leur environnement ; en substance, de mettre en lumière le jeu complexe des interactions homme/environnement, et de restituer la nature de cet équilibre pour chacune des périodes appréhendées par le biais des vestiges archéologiques.

Pour les premières périodes d'occupations, la découverte de plusieurs niveaux paléolithiques sur un même lieu, permet un renouvellement complet des connaissances relatives notamment à la Phase ancienne du Paléolithique moyen (entre - 300 000 et - 128 000 av. notre ère) entre la Touques et l'Eure. Les travaux ont mis au jour six ensembles de niveaux, pour certains, stratifiés (étude sous la responsabilité de D. Cliquet, MCC), en relation avec des phénomènes karstiques anciens dont le remplissage a "fossilisé" les sols d'occupation. L'étude des séries lithiques permet de mieux appréhender l'occupation de la région d'Évreux entre - 450 000 ans et - 40 000 ans et d'établir des comparaisons avec les assemblages d'Europe du nord-ouest. Par ailleurs, certains niveaux structurés autorisent une analyse spatiale visant à mieux appréhender le fonctionnement des sites d'habitat et/ou d'atelier paléolithiques.

La période mésolithique est représentée par un petit assemblage mobilier daté du Mésolithique moyen piégé dans une structure (chablis ?).

Le début du Néolithique est mieux connu, sept locus différents ont été identifiés (généralement représentés par quelques fosses ou plus rarement par un épandage de mobilier – amas de débitage -) dont un ensemble particulièrement complexe comprenant six bâtiments. Cette occupation prend place à la fin du Néolithique ancien (culture de Villeneuve-Saint-Germain). Elle est représentée par plusieurs grands bâtiments d'une vingtaine de mètres de long sur sept mètres de large, orientés est/ouest. Le mobilier, découvert dans les fosses creusées le long des constructions, associe des éléments de parure (bracelets en schiste), des récipients céramiques, parfois très volumineux, présentant des décors plastiques (cordons et boutons) et une industrie lithique abondante où domine l'outillage sur éclat (tranchets, ...). Des fragments de meules et de molettes témoignent indirectement des pratiques agricoles au même titre que les restes de grains d'orge, de blé et quelques fragments de coquilles de noisettes. Sans apporter de données totalement inédites sur l'architecture et/ou sur la culture matérielle de la fin du Néolithique ancien, le site offre l'opportunité d'observer un "village" de tradition rubanée. Les informations les plus novatrices sont la position topographique du gisement, installé sur un plateau autour d'une doline, et la présence de bâtiments longs au plan complet.

Après un abandon de la zone au tournant du V^e millénaire, une nouvelle occupation datée du Néolithique moyen II s'implante en limite de notre emprise de fouille (quelques foyers et du mobilier épars). La zone du Long buisson semble ensuite désertée même si on peut noter quelques indices d'une fréquentation des lieux au Néolithique final puis à la fin du III^e millénaire.

Les vestiges préhistoriques laissent place à de nouveaux témoins d'installations pour la fin de l'âge du Bronze et La Tène ancienne. Il s'agit d'ensembles structurels déconnectés dont l'extension spatiale et l'homogénéité chronologique, déduite du mobilier, tra-

hissent néanmoins la cohérence. Pour l'âge du Bronze, cette phase d'implantation est notamment marquée par le développement de cinq ou six petits groupes de constructions à ossature de bois, associant édifices à plans circulaire et quadrangulaire, les uns interprétés comme des habitations, les autres comme des greniers ou épiers surélevés sur poteaux. La conjonction d'une fonction résidentielle, d'activités de stockage et d'autres pratiques domestiques (notamment culinaire) révèle l'existence d'un habitat durable, dont la survie et le fonctionnement sédentaire sont étroitement liés à une nouvelle forme d'exploitation et de mise en valeur agricole du plateau argileux. Une approche anthropologique de ces populations de la Protohistoire ancienne est également envisageable à partir des matériaux issus de la fouille de deux nécropoles contemporaines des installations bâties, associant enclos circulaires et incinérations.

À partir du II^e s. avant notre ère, le site est occupé par un établissement agricole. Matérialisé dans un premier temps par un modeste enclos de seulement 1 700 m², sa superficie atteint près de 25 000 m² à l'époque augustéenne. Cet agrandissement, qui s'effectue en deux temps, semble directement lié à une prospérité croissante de ses occupants. Celle-ci est perceptible aussi bien dans la structuration de l'espace qu'au travers des objets abandonnés à l'occasion des restructurations successives. Le parcellaire environnant n'a pas toujours pu être reconnu au moment des décapages archéologiques, mais il est restitué à partir des éléments du diagnostic ; il est structuré par un réseau viaire. Par ailleurs, dans un rayon de 400 m, plusieurs enclos paraissent participer à l'exploitation agricole. Pour deux d'entre eux, l'absence de structure et la rareté des mobiliers piégés dans le comblement de leurs fossés pourraient témoigner d'un usage de gestion d'un cheptel. Contemporaines de cette phase de fréquentation du site, deux petites nécropoles à incinérations ont été étudiées. Alors que les fossés du dernier état de la ferme indigène sont définitivement comblés, une sépulture à incinération est installée vers le fond de l'enclos principal, dans l'axe de son entrée. Il ne fait guère de doute que l'individu enterré à cet endroit particulier et privilégié devait de son vivant jouer un rôle important. Toujours est-il que suite à cette ultime utilisation du système fossoyé, une nouvelle implantation domestique va venir s'installer à proximité immédiate des ruines de la ferme indigène. Tout en tenant compte des anciennes limites parcellaires, elle présente une organisation très différente, adoptant des principes plus conformes à l'occupant romain. Dans l'état actuel de l'étude, il reste difficile de préciser si les deux établissements se succèdent sans hiatus chronologique et encore moins s'il existe des liens de parenté entre les différents propriétaires du lieu.

Caractérisé par une succession de quatre enclos alignés du nord au sud, et butant au nord sur le tracé d'un itinéraire fondé à l'époque gauloise, le nouvel établissement inauguré au milieu du I^{er} s. de notre ère présente toutes les caractéristiques d'une villa, comprise intégralement dans les limites de la fouille (étude G. Guillier, INRAP). Un nouvel axe de circulation, perpendiculaire au précédent, est établi sur le côté ouest de l'établissement. Le plan déterminé par les fossés de délimitation adopte la forme d'un vaste trapèze allongé, couvrant au total 4 ha de superficie.

Cet espace est divisé en quatre cours et abrite en son sein une construction rectangulaire à fondations de silex, comprenant plusieurs pièces, interprétée comme la résidence principale de ce complexe. L'édifice a été construit au moins en deux temps, entre le milieu du I^{er} s. et le milieu du III^e s. de notre ère, terme actuellement

retenu à partir de la céramique observée pour cette occupation (étude Y.M. Adrian, INRAP). Quatre édicules "flanquent" le bâtiment principal, alignés à l'est de ce dernier dans la même parcelle. Ils correspondent à de petites constructions de plan carré, dressées sur une fondation de silex. Ces constructions évoquent un complexe cultuel établi aux abords immédiats de la résidence.

L'analyse des autres espaces contigus, répartis de part et d'autre de cet édifice, permet d'ores et déjà d'observer la faible proportion d'édifices ou d'installations secondaires, pouvant évoquer les dépendances agricoles de la ferme.

Un problème se pose donc quant à l'interprétation fonctionnelle et économique de cet établissement, au sein duquel le cortège des activités agropastorales, domestiques, artisanales qui marquent le Haut-Empire ne semble, pour l'heure, que très légèrement attesté. Faut-il concevoir l'hypothèse d'un établissement agricole voué principalement à l'élevage ou préférer celle d'une "villa de type résidentiel", dont le caractère rustique serait de fait peu marqué au profit d'une vocation à la fois ostentatoire et luxueuse, liée au mode de vie d'un riche citoyen de la toute proche *Mediolanum Aulercorum* / Évreux ? D'autre part, il est possible d'appréhender l'environnement de cet établissement, notamment à partir de la prise en compte des fossés parcellaires, qui se détachent du bloc principal et s'étendent sur de vastes superficies vers le plateau. On notera la relation observée entre le dessin parcellaire et le positionnement d'un petit ensemble funéraire (incinérations des I^{er}-II^e s.), fondé au croisement des chemins. De plus, un deuxième établissement beaucoup plus modeste est créé, à la même époque, au sud du site. Ce dernier présente toute les caractéristique d'une ferme (étude C. Lourdeau, INRAP), des relations de complémentarité semblent évidentes entre ces deux établissements. Le premier à vocation ostentatoire et le second plus fonctionnel.

L'installation du IV^e s. (étude V. Carpentier, INRAP) adopte une toute autre forme que l'établissement du Haut-Empire, et perdure jusque dans le cours du V^e s. Elle demeure cependant circonscrite par les anciennes limites de la cour septentrionale du précédent établissement, qui abritent désormais un ensemble d'une quinzaine de bâtiments sur poteaux, certains de plus grandes dimensions que d'autres, disposés autour d'un espace central vide d'aménagement.

En regard des édifices, et de l'autre côté de cet espace vide, une série de grandes fosses au comblement très organique a été creusée par-dessus les fossés de l'ancienne occupation. Des édifices ont encore été établis à distance du groupe principal, recoupant parfois les constructions de la villa. Seules deux constructions à fondations de silex et un fond de cabane semblent se rattacher à cette phase tardive, essentiellement caractérisée par un retour très large à la construction de terre et de bois, et, de façon générale, par une récupération systématique des matériaux de construction, en particulier les tuiles, prélevés sur les ruines encore relativement récentes de la ferme.

La plupart des édifices des IV^e-V^e s. présentent un remarquable état de conservation, des fondations aux niveaux d'occupation, conservés sur une trentaine de centimètres au-dessus du niveau des structures antérieures. Ces derniers s'organisent en plages limoneuses de teinte noirâtre, très riches en mobiliers divers, concentrées dans la zone des trous de poteaux. Une attention toute particulière a été portée à la fouille de ces horizons, d'autant plus précieux qu'ils

sont rarement observés dans ce type de contexte, afin de préciser l'extension des bâtiments, leur plan, leur chronologie, et d'en proposer une interprétation satisfaisante. L'étude environnementale pourra également aider à l'interprétation des niveaux de cette période, notamment par la détermination des teneurs en phosphates, ainsi que par les analyses palynologiques et carpologiques.

Le V^e s. marque une rupture significative dans le fil des occupations qui se succèdent depuis la fin de l'âge du Fer. En effet, aucun vestige d'habitat n'a encore été recensé pour la fin du V^e et le VI^e s., alors que d'autres fouilles menées sur le plateau de Saint-André-de-L'euve révèlent certains cas de continuité durant cette période. La mise en perspective des données chronologiques et structurales glanées au Long Buisson paraît de ce point de vue déterminante pour tenter de situer ces évolutions dans un contexte plus large de peuplement, tant du point de vue de l'habitat rural que de celui des rapports qui unissent la cité d'Évreux à la campagne voisine durant toute l'Antiquité *lato sensu*.

De nouveaux témoins d'occupation apparaissent aux VI^e-VII^e s. (étude V. Carpentier, INRAP), inaugurant une nouvelle phase d'implantation dont les prolongements les plus récents s'inscrivent dans le VIII^e s. De nouvelles structures sont implantées dans la partie occidentale du site, couvrant une vaste superficie (près de 4 à 5 hectares), sans qu'une organisation d'ensemble se fasse jour au sein de nébuleuses de trous de poteaux, de fosses, de quelques fonds de cabane de dimensions variées, et surtout de structures de combustion liées à une activité métallurgique extensive. Il semble cependant que les anciens talus bordant de part et d'autre la voirie antique, fondée à La Tène finale (au I^{er} s. avant notre ère), aient constitué une limite pour l'extension des vestiges mérovingiens vers le nord.

De fréquentes récupérations de matériaux antiques (tuiles, blocs de calcaires, piles d'hypocauste, etc.) au profit de nouvelles installations (calages de poteaux, parois de fours, etc.) témoignent d'une présence encore forte de l'établissement du Haut-Empire dans l'environnement matériel mérovingien.

La grille de lecture de ces aménagements semble davantage résider dans une sériation par type de structure, jointe à l'intégration de données chronologiques peu nombreuses, que dans l'appréhension globale d'une occupation qui, de prime abord, ne révèle aucun centre névralgique. L'angle d'approche qui semble actuellement le plus pertinent se fonde sur la définition de petits groupes de structures, associant une batterie de bas-fourneaux, quelques fosses et quelques édifices sur poteaux et/ou fonds de cabane, de sorte à former une modeste unité artisanale marquée par une intense activité métallurgique primaire (opérations de réduction du minerai de fer).

Les conditions d'implantation de ces aménagements, comme de la mise en pratique des activités métallurgiques et domestiques, sont appréhendées par le biais des analyses environnementales, en particulier l'anthracologie grâce aux résidus calcinés conservés en grande proportion dans les niveaux mérovingiens. Confrontés aux données matérielles liées à l'économie du site (faune, céramique, mobiliers), ainsi qu'aux informations relatives au couvert végétal (palynologie) ou à l'utilisation des installations (teneurs en phosphates), ces résultats ouvrent le champ de l'analyse vers une prise en compte globale de l'environnement et des modalités de son exploitation.